

Moïse Katumbi

Candidat en exil à l'élection présidentielle congolaise, il est le principal opposant à Joseph Kabila. - Texte: **Harold Nottet** -

1 Faux

Le 13 juin, en escale à Bruxelles avec son jet privé, Moïse Katumbi s'appête à repartir pour la Coupe du monde lorsqu'il est interpellé. Son passeport aurait été falsifié. Une énième manœuvre de son concurrent Kabila? Un permis de séjour temporaire lui est finalement octroyé.

2 So foot

Katumbi n'est pas un simple supporter. Il est le président du Tout Puissant Mazembe, club congolais sacré champion d'Afrique à cinq reprises.

3 Coffre-fort

Moïse Katumbi Chapwe, 54 ans, doit son ascension politique à son poste de gouverneur de la province du Katanga, le "coffre-fort" minier du pays. Cinq ans durant lesquels il freine les exportations illégales et force les industriels étrangers à employer des locaux et à payer leurs taxes.

4 N°1

Ces revenus permettent de créer une centrale hydroélectrique, de généraliser l'eau potable, de bâtir des hôpitaux ou de rénover des universités. Katumbi devient vite l'homme fort de la République.

5 Messie

Il martèle que son père a bien choisi son prénom? Adulé comme une star dans son stade lors de son élection au poste de gouverneur, chapeau noir et costard blanc immaculé, Katumbi est aussi un redoutable businessman. Minerais, pétrole, construction, champagne... Son nom est partout. Une double casquette décriée par ses adversaires qui l'accusent notamment de corruption.

6 Milice

La face sombre du milliardaire a déjà été épinglée par deux docus du Belge Thierry Michel. Où l'on apprend

que ses supporters forment une sorte de milice prête à menacer quiconque le critiquerait. À commencer par le journaliste Christophe Yantumbi, auteur de *Moïse Katumbi ou l'ambition du pouvoir*.

7 Volte-face

Allié de Kabila, il démissionne en 2015 de son poste de gouverneur et quitte le PPRD, le parti du président. En cause, les "arrestations arbitraires et autres dérives inacceptables" du régime.

8 G7

En mars 2016, il est désigné candidat à la présidence par le "G7" (7 partis politiques de l'opposition issus de la majorité présidentielle) et une autre coalition de 16 partis d'opposition. Avant de lancer depuis Johannesburg sa plateforme électorale "Ensemble pour le changement".

9 Acharnement

Depuis sa candidature, Katumbi enchaîne les démêlés judiciaires. D'abord accusé d'avoir engagé des "mercenaires" pour fomenter un coup d'État, il est ensuite condamné à 36 mois de prison pour une histoire - douteuse, là aussi - de spoliation immobilière. Une condamnation qui le rend inéligible.

10 Urnes

L'élection présidentielle devrait avoir lieu le 23 décembre 2018. Rappelons que Joseph Kabila exerce de fait un mandat anticonstitutionnel depuis décembre 2016.